

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 31 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMCA

Chemin de Livry
BP19
95380 Chennevières-Lès-Louvres

Références : N° Hélios : 63230
Code AIOT : 0006503634

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement SMCA implanté AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 Paray-Vieille-Poste. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMCA
- AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 Paray-Vieille-Poste
- Code AIOT : 0006503634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société de Manutention de Carburant Aviation -SMCA, située à Paray-Vieille-Poste, a pour activité l'approvisionnement, le stockage et la distribution de carburant d'aviation sur l'aéroport d'Orly.

Les installations SMCA de Paray-Vieille-Poste sont classées SEVESO seuil bas (Sb) en raison notamment du volume de stockage de carburants pour avion. Les activités du site relèvent des rubriques 4734-2 (Autorisation Sb), 1432-2 (Autorisation) et 4511 (non-classé).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 perte d'utilités
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite de la visite du 22/11/2024	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Suite de la visite du 22/11/2024	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, articles 30 et 19	Demande d'action corrective	1 mois
5	Suite de la visite du 22/11/2024	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Demande d'action corrective	15 jours
9	Suite de la visite du 22/11/2024 – ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	PM2I – MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
13	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	2 mois
14	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		concernant les polluants organiques persistants		
17	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
21	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
23	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
26	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de la visite du 22/11/2024	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
3	Suite de la visite du 02/12/2025	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
6	Suite de la visite du 22/11/2024	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	Sans objet
7	Suite de la visite du 22/11/2024	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
8	Suite de la visite du	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	22/11/2024	article 54	
10	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
11	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
19	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
22	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
24	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
25	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
27	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 02 décembre 2025 a permis de constater la réalisation des contrôles réglementaires et une amélioration de la traçabilité de ces contrôles dans la GMAO. La visite terrain a permis de constater un bon état des installations (réservoirs, rétention, tuyauteries).

Toutefois, il est attendu de la part de l'exploitant une rapide levée des non-conformités indiquées dans le présent rapport, concernant notamment : le dispositif d'isolement des réseaux de collecte des effluents susceptibles d'être pollués, le contrôle du temps de réponse de la MMRI NSTH des réservoirs, les émulseurs à base de PFAS ainsi que la rétention des produits chimiques.

Si ces non-conformités persistent au 1^{er} trimestre de l'année 2026, en particulier celles relatives à la réglementation des PFAS dans les émulseurs, une mise en demeure sera proposée à Madame la Préfète de l'Essonne.

Concernant le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression, il est attendu un suivi plus rigoureux de ces équipements, notamment sur la fréquence des contrôles et la mise à jour du dossier d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la visite du 22/11/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : <u>Constat du 22/11/2024</u> Une commande (bon de commande n° 2024.0943 du 09/10/2024) est contractualisée auprès d'Actemium pour solder les 7 anciennes non-conformités ainsi que la nouvelle non-conformité de 2023 (interconnecter le feuillard au circuit d'équipotentiel local). Sous réserve des accès autorisés pour les techniciens d'Actemium au niveau de la station, la SMCA s'engage à solder les 8 non-conformités avant le 31 janvier 2025. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : <i>L'exploitant doit mettre en place les actions permettant de solder les non-conformités mentionnées dans le rapport APAVE afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations de protection contre la foudre. Les non-conformités relatives au risque foudre figurant dans les précédents rapports d'inspection sont maintenues.</i> <u>Constat du 02/12/2025</u> Le DOE -(Dossier des ouvrages exécutés) de la société Actemium du 23/05/2025 basé sur les recommandations des rapports de l'APAVE de 2023 et 2024 a été présenté à l'Inspection. Les travaux ont été réalisés en mai 2025. La non-conformité est levée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation fiche 1 : L'exploitant transmettra le rapport de la réalisation des travaux ou le procès-verbal de réception des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite de la visite du 22/11/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre. [...]

Constats :

Constat 22/11/2024

Rappel des réponses de la SMCA suite à l'inspection du 18 novembre 2021:

En réponse à l'Obs 4.1 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant indique que les données de calcul justifiant les moyens mis en œuvre dans différents scénarios sont en cours de correction.

En réponse à l'Obs 4.2 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant a présenté le calcul du taux d'application réalisé par une note du cabinet EGI. Cette note conclut :

- sur la disponibilité du volume d'eau et d'émulseur nécessaire réglementairement pour l'extinction*
- Pour le feu des cuvettes des bacs 1 à 3 et 11 à 13, le volume d'eau total nécessaire est supérieur au volume de la réserve d'eau. Il faut envisager une réalimentation de la réserve incendie par l'un des 3 réseaux d'eau de ville disponible.*
- sur la nécessité d'ajouter de nouvelles boîtes à mousse et/ou modifier des boîtes à mousses existantes*

- sur la nécessité de doper la couronne de refroidissement du réservoir 3. L'exploitant déclare prendre en compte le nouveau taux d'application retenu à intégrer dans le POI qui sera modifié mi-2023.

En réponse à l'Obs 4.3 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant déclare intégrer le scénario feu de cuvette avec fuite alimentée dans le prochain POI, ainsi que pour les autres scénarios retenus sur le site. Ces observations sont maintenues. L'exploitant doit transmettre le détail des nouveaux calculs à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois à compter de la date de réception du présent rapport et intégrer celui-ci dans le POI du site sous ce même délai.

La SMCA confirme que les nouveaux taux d'application ont été intégrés au POI. L'inspection a vérifié par échantillonnage les taux d'application en eau et en émulseurs. Il en ressort que ceux-ci sont conformes à l'article 43 de l'arrêté en référence.

Contrairement à la réponse de la SMCA suite à l'inspection du 18 novembre 2021, le POI du site de Paray-Vieille-Poste n'a pas été revu dans le but d'intégrer le scénario feu de cuvette avec fuite alimentée.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

La SMCA doit revoir le POI afin d'intégrer le scénario feu de cuvette avec fuite alimentée.

De plus, il convient que la SMCA se positionne sur les conclusions du document technique EGI daté du 15/05/2013 (nécessité d'ajouter de nouvelles boîtes à mousse et/ou modifier des boîtes à mousses existantes + nécessité de doper la couronne de refroidissement du réservoir 3).

Constat 02/12/2025

Pour répondre aux recommandations du rapport EGI, l'exploitant déclare que les tuyauteries d'alimentation de la défense incendie ont été remplacées en 2021 et déclare avoir réalisé en 2024 des mesures de débit sur les équipements de la DCI. L'exploitant affirme que les débits obtenus sont plus importants que les débits requis.

Ces nouvelles mesures permettront de mettre à jour les données du POI qui est actuellement en cours de révision.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non-conformité fiche 2 : La non-conformité est maintenue en attendant la révision du POI comprenant la mise à jour des données relatives aux débits des équipements de la DCI. Les justificatifs attestant la prise en compte des recommandations du rapport EGI (conformité et suffisance des équipements de la DCI) devront être transmis à l'inspection. De plus, la SMCA devra justifier l'absence du scénario de la fuite alimentée dans le POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Suite de la visite du 22/11/2024

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Installations électriques.</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 22/11/2024</u></p> <p>Le dernier Q18 de l'APAVE 2024 a été réalisé le 03/09/2024 et conclut sur 3 dangers dont un déjà constaté :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Absence de dispositifs de protection contre les surintensités 2- Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel 3- Défaut de continuité du conducteur de protection dans les locaux à risque d'incendie. <p>Les demandes d'intervention ont bien été intégrées dans la GMAO. De plus, le dernier rapport de contrôle électrique de 2024 fait état de 6 anciennes et 20 nouvelles non-conformités.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les demandes d'intervention ont été intégrées avec une échéance prévue le 14/02/2025. Le bon de commande n° 2024.0952 a été contractualisé le 11/10/2024 pour solder ces anomalies. L'exploitant doit justifier la levée de ces écarts afin de garantir la conformité des installations électriques face au risque incendie/explosion.</p> <p><u>Constat du 02/12/2025</u></p>

L'Inspection a consulté le rapport de l'APAVE du 03/11/2024, et le compte rendu d'intervention du 7 mars 2025 de RD Systems. Les observations de l'APAVE sont levées par les travaux de RD Systems.

L'APAVE est intervenu en semaine 48 de l'année 2025 pour réaliser le contrôle annuel des installations électriques. Le rapport de contrôle n'a pas encore été transmis à la SMCA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation fiche 3 : La non-conformité est levée, toutefois l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport APAVE dès réception de ce dernier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suite de la visite du 22/11/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, articles 30 et 19

Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks/Rétention des produits chimiques

Prescription contrôlée :

Article 30 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010

L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 19 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010

19-2 Dispositions applicables aux autres liquides

Sont considérés comme autres liquides, les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que les liquides inflammables.

Tout stockage de ces autres liquides est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

-50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

19-3 L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. Les rétentions sont étanches, et résistent à l'action physico-chimique des liquides pouvant être recueillis.

Les rétentions associées à des liquides inflammables répondent aux dispositions du point 22-1 du présent arrêté.

Elles font l'objet d'un examen visuel approfondi annuellement et d'une maintenance appropriée.

Les parois des rétentions sont incombustibles.

Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont RE 30.

Constats :

Constat du 22/11/2024

Rappel constat antérieur : Lors de l'inspection de décembre 2023, il a été constaté une rétention sous-dimensionnée dans le local de stockage de produits chimiques.

Un tri des produits chimiques a été engagé et une nouvelle rétention est mise en place. Cependant, l'armoire de produits chimiques ne présente pas la capacité nécessaire pour contenir ces liquides en cas de déversement accidentel.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revoir, dans le local de stockage des « petits contenants » de produits chimiques, la capacité des rétentions permettant de recueillir ces produits en cas de déversement accidentel et s'assurer de la compatibilité des produits ayant une rétention commune conformément à l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Constat du 02/12/2025

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la rétention disponible était sous dimensionnée par rapport au volume des produits stockés sur la rétention (au regard des volumes des différents contenants : bidons, fûts,...

Des consignes ont été transmises aux équipes par le personnel encadrant selon les indications de l'exploitant. Lors de la visite terrain, il a été constaté que les consignes n'étaient pas appliquées.

La non-conformité est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité fiche 4 : L'exploitant doit mettre en place des consignes permettant de garantir que le volume de la rétention disponible associée au stockage des produits chimiques est suffisant et s'assurer de la mise en œuvre effective de ces consignes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Suite de la visite du 22/11/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux d'eau

Prescription contrôlée :

Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.

Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles

d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des effluents liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Ces documents font notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]

Constats :

Constat du 22/11/2024

L'inspection quinquennale du réseau de collecte des effluents comprenant l'inspection télévisée des tuyauteries enterrées est prévue au mois de décembre 2024 par la société SNAVEB, conformément au bon de commande du 2 septembre 2024 n° 2024.0815. L'inspection concerne tout le réseau EP sur une longueur de 780 mètres linéaire (le séparateur n'est pas compris dedans). Le poste de chargement camion est situé sur une aire béton et ne possède pas de rétention. Les effluents sont directement acheminés vers le séparateur à hydrocarbures.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Le séparateur à hydrocarbures étant la propriété d'ADP, l'exploitant doit mettre en place une procédure ou fiche réflexe avec ADP afin d'isoler rapidement le site en cas de pollution accidentelle sur la zone de chargement de camion.

Constat du 02/12/2025

Une fiche réflexe « FR 025 OY version 1 » a été rédigée pour rappeler la manœuvre à réaliser afin d'isoler le site suite à un épandage non maîtrisé au niveau du poste de chargement camion. Il est prévu la mise en place d'une vanne motorisée à l'intérieur du site permettant d'isoler le réseau d'assainissement en 2026.

Lors de la visite terrain, l'Inspection a demandé à la SMCA de tester la fermeture de la vanne. Le test n'a pas été concluant car la vanne est restée bloquée en position ouverte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité fiche 5 : La SMCA doit procéder dans les plus brefs délais à la réparation de la vanne en attendant les travaux de motorisation de celle-ci.

Par ailleurs, la fiche réflexe réalisée peut utilement être annexée ou référencée dans le POI en cours de révision.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours
N° 6 : Suite de la visite du 22/11/2024
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 22/11/2024</u></p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><i>La SMCA doit démontrer que les débits des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie de la station sont conformes avec les débits annoncés dans l'étude de dangers et du plan d'opération interne.</i></p> <p><i>La GMAO ne recense pas la vérification des moyens de lutte et de défense contre l'incendie. Un tableau de synthèse de contrôle des moyens de lutte et de défense contre l'incendie (hors GMAO) a été présenté à l'inspection. Les fréquences de contrôle renseignées dans ce tableau doivent être mises à jour. Un autre tableau de synthèse spécifique PM2I (hors GMAO) existe. Il serait opportun de regrouper toutes les informations relatives aux différents contrôles périodiques dans un seul et même outil de synthèse.</i></p> <p><i>L'inspection rappelle l'interdiction d'utiliser à partir du 4 juillet 2025 (reporté au 3 décembre 2025) les émulseurs communément appelés C8 ou chaîne longue contenant plus de 25ppb d'acide perfluorooctanoïque (PFOA) ou plus de 1 ppm de PFAS. Si la SMCA est concernée par cette interdiction, elle doit anticiper la fourniture d'un nouvel émulseur conforme à la réglementation européenne (règlement 2020/784 de la commission du 8 avril 2020).</i></p> <p><u>Constat 02/11/2025</u></p> <p>Le respect de la réglementation vis-à-vis des PFAS dans les émulseurs est vérifié dans les prochains points de contrôle du présent rapport.</p> <p>La conformité des débits moyens des équipements de la DCI est évoqué dans le point de contrôle n°2.</p> <p>La SMCA a présenté le tableau de bord de la maintenance qui intègre la vérification des moyens de lutte et de défense contre l'incendie ainsi que la fréquence de contrôle. Cette maintenance est également planifiée dans la GMAO.</p> <p>L'exploitant précise que les vannes de la DCI sont contrôlées mensuellement et l'automate DCI annuellement.</p> <p>L'inspection a demandé la date du dernier contrôle externe de l'automate DCI. Ce dernier a été vérifié le 6 juin 2025 par RD Systems conformément au délai fixé dans le tableau de bord.</p>

La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suite de la visite du 22/11/2024 – PM2I - cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des rétentions

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

— les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et

— les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et

— les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et

— les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

[...]

Constats :

Constat du 22/11/2024

L'état initial des cuvettes de rétention n'a pas pu être présenté à l'inspection.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

La SMCA doit réaliser un état initial des cuvettes de rétention à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction (volume de la rétention, caractéristiques de l'étanchéité, tenue au feu, etc.), de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles).

Constat du 02/12/2025

L'exploitant ne dispose pas de documents justifiant de l'état initial des cuvettes de rétention. Il déclare néanmoins avoir réalisé un contrôle pour établir un « nouvel état initial » des cuvettes. Ce contrôle a été réalisé par RINCENT BTP en avril 2013 pour l'ensemble des cuvettes. Les informations sur l'état des fonds et parois de cuvettes ont été intégrées dans la GMAO.

L'état « initial » et la fiche de vie des rétentions des cuvettes sont intégrés dans la base de données

de la GMAO. Il a également été ajouté un récapitulatif avec les données techniques de la cuvette : analyses de construction, résistance du béton, etc.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle réalisé par l'APAVE en 2024 et par WAVE Energie le 16/09/2025. Les dernières inspections visuelles des cuvettes suivant le guide DT 92 ont été réalisées et intégrées à la GMAO. Ces inspections révèlent des désordres qui ne mettent pas en cause l'étanchéité des cuvettes.

L'exploitant déclare avoir fait intervenir un prestataire en novembre 2025 pour lever les désordres les plus importants relevés dans le rapport établi par WAVE Energie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suite de la visite du 22/11/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de détecteurs d'hydrocarbures/ Barrières techniques

Prescription contrôlée :

Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise des risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

B.- L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

Constat du 22/11/2024

Concernant la MMR "détecteur hydrocarbure", l'étude de dangers fixe une maintenance de la centrale de détection hydrocarbure à une fréquence trimestrielle. Cette fréquence n'est pas cohérente avec le plan de maintenance SMCA et la boucle MMRI des détecteurs hydrocarbures qui prévoient une maintenance semestrielle.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant :

• transmette à l'inspection les deux derniers contrôles externes des détecteurs hydrocarbure réalisés par la société LAKOTA en 2024

• mette en cohérence la fréquence de maintenance entre l'étude de dangers (maintenance trimestrielle) et le plan de maintenance issu de la GMAO (maintenance semestrielle).

Constat du 02/12/2025

Les deux derniers rapports des contrôles externes réalisés par LAKOTA, datés du 12/06/2024 et du 27/11/2024 ont été envoyés par mail à l'Inspection. Aucune anomalie n'est constatée sur les critères de contrôle de l'ensemble des détecteurs hydrocarbure du site.

L'exploitant déclare que la fréquence de contrôle des détecteurs d'hydrocarbures est semestrielle.

Observation fiche 8 : Cette fréquence semestrielle sera mentionnée dans l'EDD.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suite de la visite du **22/11/2024** – ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. [...]

Constats :

Constat du 22/11/2024

Il existe 3 équipements sous pression au niveau de la station SMCA de Paray-Vieille-Poste :

- Une cuve poste de secours 200L (ou 270L mentionné dans le rapport Apave) contrôlée le 18/11/2022

- Une cuve atelier 500L contrôlée le 18/11/2022

- Une cuve production 200L (ou 270L mentionné dans le rapport Apave) contrôlée le 18/11/2022

Bien que les contrôles périodiques soient correctement réalisés, la SMCA ne détient pas de dossier d'exploitation de ces équipements.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

La SMCA doit établir un dossier d'exploitation pour chacun de ses équipements sous pression, conformément à l'article 6 de l'arrêté cité en référence.

Constat du 02/12/2025

Les caractéristiques des 3 ESP sont intégrées dans la GMAO. Les dates des prochaines requalifications sont également précisées dans la GMAO.

Les trois ESP concernent des cuves :

Volume de cuve (litres)	Référence	Date de mise en service
270	NC -	07/01/01

500	NC -	07/01/18
270	NC -	07/01/01
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité fiche 9 : La SMCA doit compléter ces éléments en établissant le dossier d'exploitation réglementaire pour chaque équipement sous pression.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 10 : Suite de la visite du 22/11/2024 – ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des équipements sous pression – liste des ESP
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : <u>Constat du 22/11/2024</u> L'exploitant ne détient pas de liste des équipements sous pression soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : <i>L'exploitant doit être en mesure d'identifier tous les équipements sous pression du dépôt. Cette liste, qui peut être intégrée dans la GMAO, doit indiquer, pour chaque équipement : le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</i> <u>Constat du 02/12/2025</u> Les caractéristiques des 3 ESP sont intégrées dans la GMAO. Les dates des prochaines requalifications sont également précisées dans la GMAO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suite de la visite du 22/11/2024 – ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection périodique
Prescription contrôlée : L'inspection périodique est réalisée [...] par un organisme habilité [...] II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : <u>Constat du 22/11/2024</u> Les inspections périodiques des équipements sous pression sont réalisées conformément à l'article 17 de l'arrêté cité en référence. Toutefois, les dates des prochaines inspections périodiques et requalifications périodiques renseignées dans la GMAO ne correspondent pas aux dates mentionnées sur les rapports et sur les cuves en question. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : <i>La SMCA doit revoir les dates des prochaines inspections et requalifications périodiques de la GMAO.</i> <u>Constat du 02/12/2025</u> Les caractéristiques des 3 ESP sont intégrées dans la GMAO. L'exploitant ne dispose pas de dossier d'exploitation dans lequel les interventions sur les ESP sont mentionnées. Les dates des prochaines requalifications sont également précisées dans la GMAO. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation fiche 11 : Le dossier d'exploitation demandé à la fiche 9 devra contenir ces éléments.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Suite de la visite du 22/11/2024 – PM2I – MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance des MMRI
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de

maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. [...] L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...] L'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2013.

Conformité DT 93 ou autre guide.

Constats :

Constat du 22/11/2024

L'état initial des MMRI suivantes a été présenté à l'inspection :

- détecteurs hydrocarbures

20/21

- détecteurs liquides
- NSH
- NSTH

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Dans l'état initial des MMRI, les informations suivantes sont manquantes ou incomplètes :

- les conditions environnementales doivent être précisées
- le temps de réponse de l'équipement doit être détaillé conformément à l'étude de dangers
- la position de repli en cas de défaillance détectée doit également être précisée.

De plus, la fiche de vie des MMRI doit être renseignée au fil de l'eau. Les éventuelles réparations ou anomalies constatées doivent figurer dans la fiche de vie de l'équipement.

La SMCA doit compléter l'état initial et les fiches de vie des MMRI présentées à l'inspection et mettre en place une organisation permettant d'assurer ce suivi dans le temps.

Constat du 02/12/2025 :

L'Inspection a pu constater une mise à jour de la GMAO concernant les MMRI. Les caractéristiques techniques ainsi que la boucle de traitement de chaque MMRI ont été intégrées dans la GMAO. L'inspection a procédé à un contrôle par sondage de la fiche de vie du détecteur de niveau supérieur très haut (NSTH) de la cuve 12 avec l'ensemble des éléments de la boucle MMRI. Le schéma de fonctionnement définit le rôle de la MMRI et les actions jusqu'à la fermeture de la cuve. Toutefois, il a été constaté un temps de réponse de 14 minutes de la MMRI liée au NSTH du bac n°12, ce qui n'est pas conforme à l'EDD. L'exploitant affirme que le temps réel est nettement inférieur aux 14 minutes, sans justifier cette affirmation.

De plus, il a été constaté que la SMCA ne vérifie pas le temps de réponse lors des contrôles de fonctionnement des MMRI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité fiche 12 : La SMCA doit vérifier que les données relatives aux MMRI intégrées dans la GMAO soient conformes aux caractéristiques précisées dans l'EDD et apporter les justificatifs à l'inspection, en particulier en ce qui concerne le temps de réponse de la MMRI associée au NSTH des réservoirs.

La SMCA doit également s'assurer que la vérification du temps de réponse figure bien dans les procédures de test de chaque MMRI, conformément aux règles définies dans le guide professionnel mentionné dans l'article de référence (guide DT 93) et que le temps de réponse des

MMRi testé lors de ces procédures soit conforme au temps de réponse attendu au regard de l'étude de dangers.

L'exploitant justifiera notamment que le temps de réponse de la MMRI associée au NSTH des réservoirs mesuré lors des derniers tests est conforme aux caractéristiques de la MMRI précisées dans l'EDD.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

Dispositions en vigueur au moment de la visite d'inspection :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en SPFO contenues dans des produits semi-finis, des articles, ou dans des parties de ces produits ou articles, si la concentration en SPFO est inférieure à 0,1 % en masse calculée à partir de la masse de parties structurellement ou microstructurellement distinctes qui contiennent des SPFO ou, pour les textiles ou les autres matériaux enduits, si la quantité de SPFO est inférieure à 1 µg/m² du matériau enduit.

A compter du 3 décembre 2025, ces deux dispositions sont remplacées par les dispositions suivantes conformément au règlement délégué (UE) 2025/718 de la Commission du 14 avril 2025 :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

L'exploitant a présenté une analyse de l'émulseur du 10/11/2022 par VANRULLEN-UNISER. Cette analyse indique la présence de PFOS au-delà des seuils limites réglementaires en vigueur à compter du 03/12/2025.

L'exploitant indique que le remplacement de l'émulseur est prévu pour 2026, avec une même proportion hydraulique afin d'éviter de changer de proportionneur. Les tests GESIP auront lieu fin 2025 pour le produit proposé par VANRULLEN-UNISER. L'exploitant indique qu'il n'est pour le moment pas engagé avec ce prestataire mais l'émulseur sera bien changé en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité fiche 13: Le taux de PFOS, ses sels ou les composés apparentés dans l'émulseur actuellement utilisé n'est pas conforme aux valeurs limites réglementaires applicables à compter du 3 décembre 2025. Afin de se conformer à l'article 3 de l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants, l'exploitant doit remplacer son émulseur par un émulseur ne contenant pas de PFOS, ses sels ou les composés apparentés. Seules les traces sont tolérées sans pouvoir dépasser les seuils suivants :

- 0,025 mg/kg pour le PFOS et ses sels ;
- 1 mg/kg pour les composés apparentés.

La SMCA transmettra à l'Inspection sous un délai de **2 mois** un plan de remplacement des émulseurs comprenant a minima les éléments suivants :

1. le choix des émulseurs de remplacement et la vérification de leur compatibilité le cas échéant avec les équipements de la DCI ;
2. le phasage du remplacement avec la définition des mesures compensatoires mises en œuvre pendant le temps d'indisponibilité des équipements de la DCI ;
3. le cas échéant, les modalités de nettoyage par rinçage des équipements prévus pour obtenir un taux de PFAS dans les eaux de rinçage conforme ;
4. le cas échéant, les modalités de retrait et/ou démantèlement des équipements ayant contenu des PFAS ;
5. les modalités de re-remplissage des équipements par des émulseurs sans PFAS ;
6. la réalisation de tests de mesures réelles (en mousse) afin de vérifier la conformité des débits eau/mousse au niveau des différentes installations du site ;
7. les modalités de stockage et d'évacuation des eaux de rinçage et des équipements retirés et/ou démantelés dans le cadre du remplacement.

En l'absence de réponse dans les 2 mois suivants la date de réception du présent rapport, l'Inspection proposera à Madame la Préfète une mise en demeure de respecter la réglementation vis-à-vis des PFOS et la mise en œuvre du plan de remplacement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

Concernant le composé PFHxS, l'émulseur présent sur site contient :

- moins de 20 µg/kg pour le PFHxS et ses sels ;
- moins de 20 µg/kg pour les composés apparentés.

La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en deçà de 0,1 mg/kg. L'émulseur UNISEROL PF3 ne dépasse pas cette valeur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation fiche 14 : Puisque l'émulseur doit être changé, l'Inspection demande de confirmer l'absence de cette substance dans le nouvel émulseur en sortie de proportionneur afin de justifier du respect de l'article 4 de l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux

concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout

composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà

contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au 3 août 2028.

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;

b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;

c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

L'exploitant a présenté une analyse de l'émulseur du 10/11/2022 par VANRULLEN-UNISER. Cette analyse indique la présence de PFOA au-delà des seuils (100 µg/kg ou ses sels sur le PFOA, 6600 µg/kg post topa). Ces mesures dépassent les seuils à l'état de traces (modification des seuils depuis le 3 décembre 2025).

L'exploitant indique que le remplacement est prévu pour 2026 par un émulseur présentant des caractéristiques identiques en termes de proportion hydraulique afin d'éviter de changer de proportionneur. Les tests GESIP auront lieu fin 2025 pour le produit proposé par VANRULLEN-UNISER. L'exploitant indique qu'il n'est pour le moment pas engagé avec ce prestataire mais l'émulseur sera bien changé en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité fiche 15 : Le taux de PFOA, ses sels ou les composés apparentés n'est pas conforme aux valeurs limites réglementaires. Afin de se conformer à l'article 4 de l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants, l'exploitant doit remplacer son émulseur par un émulseur respectant la réglementation vis-à-vis de l'ensemble des PFAS réglementées, notamment le PFOA.

La SMCA transmettra à l'Inspection sous un délai de 2 mois un plan de remplacement des émulseurs.

En l'absence de réponse dans les 2 mois suivants la date de réception du présent rapport, l'Inspection proposera à Madame la Préfète une mise en demeure de respecter la réglementation vis-à-vis des PFAS et la mise en œuvre du plan de remplacement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Constats :

L'exploitant stocke plus de 50 kg d'émulseurs contenant des PFOA et n'a pas transmis d'informations sur ces quantités à l'autorité compétente de l'État.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité fiche 16 : Afin de se conformer à l'article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants, l'exploitant déclarera pour l'année 2025 la quantité d'émulseurs fluorés auprès de la DGPR, Mme Morane Godfrin (morane.godfrin@developpement-durable.gouv.fr).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <p>a) une autre substance, en tant que constituant;</p> <p>b) un mélange;</p> <p>c) un article;</p> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
Constats : <p>L'analyse de l'émulseur présentée par l'exploitant ne fait pas apparaître la présence des substances PFCA -C9-C14. Toutefois, il semblerait que cette substance n'ait pas été analysée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Observation fiche 17: L'exploitant n'a pas d'information quant à la présence ou non de PFCA en C9-C14 dans l'émulseur détenu sur son site. Puisque l'émulseur doit être changé, l'Inspection demande d'apporter des justificatifs attestant que le futur émulseur sera conforme vis-à-vis de l'ensemble des PFAS réglementés, notamment des PFCA.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée :

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

Constats :

Concernant le composé PFHxA, l'émulseur présent sur site contient :

- 0,2 mg/kg pour le PFHxA et ses sels ;
- 0,82 mg/kg pour les composés apparentés.

La prescription contrôlée est actuellement respectée mais l'émulseur présent actuellement sur site ne sera pas conforme après le 10 avril 2026 au regard des futures valeurs limites réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation fiche 18 : L'inspection demande d'apporter les justificatifs attestant que le futur émulseur sera conforme vis-à-vis de l'ensemble des PFAS réglementées, notamment des PFHxA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constats :

Le personnel d'exploitation est présent tous les jours de 5h00 à 23h30.

La station est alimentée en 20 kV au local de transformation à partir de 2 lignes EDF.

Au niveau du local de transformation, sont présents :

- 2 transformateurs T1 et T2 de 800 kVA alimentant les installations de puissance (pomperie hydrant) ;

- 1 transformateur TX de 160 kVA alimentant les installations auxiliaires (contrôle commande, etc.). L'alimentation des installations de puissance et auxiliaires est également secourue par un groupe électrogène de 650 kVA (qui fonctionne au fioul avec une autonomie comprise entre 8 et 12h). Les circuits incompatibles avec les microcoupures, notamment ceux assurant le fonctionnement des organes de sécurité sont sous une alimentation par onduleurs.

Un gyrophare s'allume sur le toit du TGBT lorsque le groupe électrogène se met en route.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation fiche 19 : Il conviendrait de mettre en place une alarme (ou report) de fonctionnement du groupe électrogène dans le poste de commande.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

L'exploitant déclare qu'en cas de coupure électrique les organes de sécurité sont secourus par le groupe électrogène et/ou les onduleurs. L'exploitant n'a pas présenté la liste des organes de sécurité secourus par les onduleurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation fiche 20 : il convient que la SMCA transmette à l'Inspection la liste des équipements électriques secourus par le groupe électrogène et/ou les onduleurs. Les barrières de sécurité ou les mesures de maîtrise des risques doivent figurer dans cette liste. La SMCA précisera également l'autonomie des onduleurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de procédure relative à la perte d'utilités du site SMCA de Paray-vieille-Poste, bien que cette procédure ait été mise en œuvre pour le site d'Athis-Mons.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité fiche 21 : L'exploitant doit mettre en place une procédure relative à la perte d'utilité en se référant à la procédure FO 300 OY « gestion, contrôle et suivi d'une perte d'utilités électrique » réalisée pour le site d'Athis-Mons ainsi que les formulaires associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 22 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification

ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

En cas de perte d'alimentation électrique, le groupe électrogène se met instantanément en fonctionnement selon les indications de l'exploitant et le transfert de produit vers l'oléoréseau est arrêté automatiquement.

Concernant les contrôles, l'exploitant a présenté la fiche opérateur utilisée lors des vérifications mensuelles du groupe électrogène en interne.

L'exploitant a présenté le rapport de la vérification et maintenance externe du groupe électrogène réalisé par ENERIA le 19/12/2024 et déclare que la dernière vérification annuelle a été réalisée le 13/11/2025. L'exploitant ne disposait pas encore du rapport au moment de la visite d'inspection.

Observation fiche 22 : La réponse à demande ci-dessus relative à la transposition de la procédure « perte d'utilités », et de ses consignes associées, du site d'Athis-Mons au site de Paray-Vieille-Poste permettra de répondre aux exigences de l'article cité en référence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité
Prescription contrôlée : En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrise de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement. Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant. L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité). Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »
Constats : L'exploitant indique que si l'utilisation du groupe électrogène dure, il procédera à l'alimentation de la cuve du groupe électrogène via les compagnies d'avitaillement de l'aéroport. Le groupe électrogène utilisé pour le secours du site fonctionne au fioul. Il dispose de sa propre réserve intégrée de fioul d'une capacité de 1,2 m ³ assurant une autonomie de 12 heures. L'exploitant précise qu'un suivi de cette réserve est réalisé afin que le réservoir du groupe électrogène contienne en permanence au moins 600L de fioul. Si ce n'est pas le cas l'exploitant commande immédiatement un approvisionnement supplémentaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation fiche 23 : les modalités de contrôle et de réalimentation de la cuve du groupe électrogène pendant une situation de perte d'utilité électrique sont à inclure dans la procédure relative à la perte d'utilité électrique (demandée dans la fiche de constat n°21).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif
Proposition de délais : 2 mois

N° 24 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

Les modalités de contrôle et de réalimentation de la cuve du groupe électrogène en situation de perte d'utilité électrique ne sont pas formalisées. Ces éléments sont à inclure dans la procédure relative à la perte d'utilité électrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Observation fiche 24 :**

Les modalités de contrôle et de réalimentation de la cuve du groupe électrogène pendant une situation de perte d'utilité électrique sont à inclure dans la procédure relative à la perte d'utilité électrique, cf. observation ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement

Prescription contrôlée :

[...] 5. Mesures de maîtrise des risques.

Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. [...]

Constats :

L'exploitant indique qu'un système de livraison avec GEH et TRANSDEV permet de venir réalimenter rapidement le site en fioul au besoin (pour l'alimentation du groupe électrogène de secours).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

L'exploitant déclare que les onduleurs sont testés annuellement et a présenté le dernier contrôle de maintenance daté du 14/11/2024 réalisé par la société VERTIV. Durant ce contrôle, un test sur batterie est réalisé pendant 10 minutes. Le dernier contrôle précise qu'un remplacement de batterie sur l'onduleur est à prévoir d'ici l'année prochaine.

Le groupe électrogène est testé une fois par mois durant 1h selon le mode opératoire FO 227 OY et une maintenance externe est réalisée annuellement. Le rapport du dernier essai mensuel daté du 4/11/2025 et le rapport de la maintenance externe réalisée par le prestataire ENERIA le 19/12/2024 ont été présentés à l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation fiche 26 : la SMCA transmettra à l'Inspection le dernier rapport de contrôle de l'onduleur effectué en 2025 et justifiera le remplacement effectif de la batterie préconisé par l'organisme de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 27 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats : L'exploitant affirme qu'il n'y a pas de besoin de travaux de mise en conformité concernant la perte d'utilité.
Type de suites proposées : Sans suite